

À Riguepeu, la défense de l'école au cœur de l'avenir du village



À Riguepeu, la défense de l'école au cœur de l'avenir du village

Face à la fermeture annoncée, la mobilisation s'organise. La municipalité défend un levier essentiel pour l'installation de nouvelles familles et la vitalité du territoire

Une mobilisation rapide et collective

Ce lundi matin, dès 8h30, parents d'élèves, enfants et élus se sont rassemblés devant l'école de Riguepeu pour exprimer leur inquiétude face à la fermeture annoncée de la classe unique du village. Une mobilisation organisée dans l'urgence, quelques jours seulement après l'annonce de la décision.

Autour des familles, plusieurs élus avaient fait le déplacement, dont les conseillers départementaux Emeline Lafon et Benoît Desenlis, ainsi que des maires des communes voisines.

L'école, pilier de l'attractivité locale

Avec ses 12 élèves du CP au CM2, l'école de Riguepeu représente bien plus qu'un simple lieu d'enseignement. « C'est le dernier service public du village », rappelle la maire, Mme Léon. « Derrière l'école, il y a la vie du village, son attractivité et son avenir. »

L'édile insiste sur les conséquences concrètes d'une fermeture pour le territoire. « Des familles se sont installées ici parce qu'il y avait une école. Si elle disparaît, cela pose clairement la question de l'installation de nouveaux habitants. Quelle attractivité pour une commune rurale sans école ? »

Ces dernières années, la commune avait pourtant engagé des efforts pour renforcer cette dynamique : aménagements pour les enfants, équipements pédagogiques, et arrivée de jeunes couples avec de jeunes enfants. « Il y a un potentiel. Des maisons ont été rachetées, des familles sont là, avec des enfants qui ne sont pas encore scolarisés. On était dans une dynamique positive », souligne la maire.

Un projet de RPI ralenti par le contexte électoral

Face à la baisse des effectifs avancée pour justifier la fermeture, la municipalité plaide pour une approche à plus long terme. « On avait un engagement de trois ans pour maintenir l'école, pris en 2024. L'objectif était de nous laisser le temps de construire une solution, notamment un regroupement pédagogique intercommunal. »

Mais la mise en place de ce RPI s'est heurtée à un contexte local particulier. « Des réunions avaient été engagées dès septembre avec les communes voisines, et les maires étaient favorables », rappelle Mme Léon. « Mais avec les élections municipales et le renouvellement des équipes, beaucoup d'élus ne pouvaient pas s'engager. Cela a forcément ralenti le projet. »

Aujourd'hui, deux pistes restent à l'étude, avec Montesquiou et L'Isle-de-Noé, ou avec le regroupement du Brouilh. « Ce sont des projets sérieux, mais qui demandent du temps et de la concertation entre communes », insiste la maire. « On souhaite pouvoir travailler sereinement à une solution durable. »

Un enjeu plus large pour la ruralité

En cas de fermeture, les élèves seraient répartis dans plusieurs établissements situés à une douzaine de kilomètres, une organisation qui interroge aussi sur les conditions de scolarisation en milieu rural.

Le député David Taupiac suit de près le dossier, après une rencontre avec les élus locaux et les services de l'Éducation nationale.

Le conseil municipal doit délibérer ce lundi soir contre la fermeture.

Une démarche qui s'inscrit dans une volonté plus large : défendre une certaine vision de la ruralité, où l'école reste un pilier essentiel de la vie locale.

Une pétition lancée par l'association des parents d'élèves de l'école "Graines de coquins" est en ligne : https://www.petitionenligne.fr/riguepeu_non_a_la_fermeture_de_lecole

